

ELECTIONS LÉGISLATIVES: UN MOIS DE MACRON, C'EST DÉJÀ TROP!



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

npa2009.org

Le premier mois de gouvernement d'Édouard Philippe nous donne un sérieux aperçu de la politique qu'il veut mener pendant les cinq prochaines années : casse du code du travail, répression, racisme... Un mois, c'est déjà trop!

Les sondages en vue des élections législatives semblent donner des ailes à Macron et son gouvernement. Certes, la posture de Macron en M. Propre de la politique est démolie par le nouveau feuilleton de scandales autour des tripatouillages de Richard Ferrand. Ce Ministre de la cohésion des territoires avait initié le ralliement de membres du Parti socialiste, dont il était membre depuis 18 ans, dès la mise en route du mouvement de Macron, En marche!, en avril 2016.

A défaut de tenir ses engagements en matière de moralisation de la vie politique, Macron est bien décidé à tenir ceux pris auprès du patronat. Des engagements sur le fond et sur les délais exigés par le patronat. Les informations données par la presse sont révélatrices.

De mal en pis

Les négociations d'entreprise concerneraient le contrat et la durée de travail, la santé et la sécurité, les salaires et l'emploi, les motifs de licenciement, le recours au CDD. La «sécurisation juridique des licenciements» pour les patrons serait complétée par le plafonnement des indemnités prud'homales, la réduction des délais de recours ainsi que la «simplification» des procédures collectives.

Pour éviter tout blocage, la possibilité du recours aux référendum d'entreprise serait facilitée, y compris à l'initiative de l'employeur.

La fusion des institutions représentatives du personnel réduirait encore les moyens de défense des salariéEs même et surtout en matière de santé et sécurité du travail.

Dialoguer ou attendre...

Malheureusement l'attitude des directions des organisations syndicales ne fait que renforcer la détermination du gouvernement. Sur le plafonnement des indemnités patronales, la CFDT et même FO admettent la possibilité de négocier. La mise au rencart du compte pénibilité, n'est même plus une «ligne rouge» pour la CFDT.

Des rencontres avec Macron et Philippe, les responsables syndicaux semblaient n'avoir retenu que le «bon climat», «la franchise des échanges» et la possibilité de gratter une semaine de plus de dialogue social, soit six à huit semaines... en plein été!

Pour la CGT, la radicalité du discours de refus des réformes annoncées est rendue bien inconsistante par la modestie des propositions de mobilisations avec comme principale perspective immédiate de «peser sur les élections législatives ou leurs candidats comme on a pu le faire aux présidentielles et cela tout en restant dans nos prérogatives syndicales».

Élections fantômes

Les élections législatives semblent devoir conforter le gouvernement. Il est important de voter pour les candidatEs du NPA et, en règle générale quand le NPA n'est pas présent, de Lutte ouvrière, pour affirmer notre rejet de ce système, la défense inconditionnelle des intérêts de travailleurs/euses.

Mais surtout, face à l'offensive du gouvernement il devient de plus en plus urgent de marquer un coup d'arrêt, avant les congés par une mobilisation unitaire, massive, un premier pas vers une confrontation incontournable. Dès le 19 juin, des mobilisations sont prévues, par le Front social ou la CGT. Manifester dès la fin des élections législatives, c'est la meilleure façon de dire dès maintenant qu'un mois de Macron, ça suffit!